

Une histoire du militantisme étudiant à l'UQAR

Marie-Ève Lajeunesse-Mousseau¹

L'Université du Québec à Rimouski souligne en 2019 le cinquantième anniversaire de sa fondation : cinquante années d'enseignement, de recherche, de développement régional, et plus de 50 000 diplômés. Cette histoire est aussi celle des étudiantes et des étudiants ainsi que de leur engagement politique et social. En effet, si les établissements d'enseignement supérieur offrent souvent un milieu propice à l'engagement sous diverses formes, celui de l'UQAR ne fait pas exception à la règle. Malgré sa petitesse relative et son éloignement des grands centres, l'UQAR est devenue le théâtre d'un militantisme étudiant soutenu, qui s'est exprimé par des discours, des actions de sensibilisation et des actions directes, porté par des associations étudiantes ou des comités aux intérêts multiples. Pourtant, cette contribution des étudiants rimouskois aux mouvements sociaux qui ont dessiné le Québec depuis les années 1970 est méconnue, marginalisée dans une histoire étudiante qui s'est souvent, par défaut, concentrée sur les plus actives associations montréalaises.

Faire état de l'engagement social et politique des étudiants de l'UQAR à travers les années dans toute sa complexité, en un seul article, relève de l'impossible. Il sera donc plutôt question ici des luttes menées par l'association générale des étudiants de l'UQAR, et non par les différents et nombreux comités étudiants qui ont aussi laissé leur marque dans l'histoire de l'établissement. À l'aide des archives de l'association étudiante, des archives institutionnelles de l'UQAR, des quelques journaux étudiants qui ont été conservés jusqu'à aujourd'hui, du journal universitaire *UQAR-Info* et de certains journaux locaux², nous pouvons démontrer que les étudiantes et étudiants de l'UQAR ont toujours cherché à améliorer la condition

estudiantine à Rimouski comme ailleurs, qu'ils ont participé à presque toutes les grandes mobilisations étudiantes nationales des dernières décennies, et qu'ils se sont distingués du mouvement national par l'intérêt soutenu qu'ils ont manifesté à l'égard des enjeux spécifiques aux régions et à l'Est du Québec.

1969-1984 : Le SEUQAR

Dès la fondation du Centre d'études universitaire de Rimouski (CEUR) en 1969, des étudiantes et étudiants s'impliquent au sein des instances décisionnelles, comme la Commission des études et le Conseil d'administration, mais y ont une capacité d'action limitée³. L'UQAR choisit donc de créer, en 1973, la Commission à la Vie Étudiante, un comité qui permet à des représentants de chaque programme de participer à la vie universitaire et de mener à bien divers projets⁴. Si la participation étudiante aux activités de l'université s'en trouve favorisée, cette instance institutionnelle ne permet pas toutefois à ses membres de faire valoir des revendications d'ordre social ou politique.

C'est pour répondre à ce besoin qu'est créée une première association étudiante à l'UQAR à l'automne 1974, en pleine mobilisation étudiante à l'échelle du Québec. Après l'annonce d'une bonification du régime des prêts et bourses par le gouvernement provincial en 1973, les étudiants apprennent à l'automne 1974 que les changements avaient, dans la foulée, restreint l'accès à l'aide financière, faisant diminuer le nombre de bénéficiaires de 62 000 à 55 000⁵. Le mouvement de grève initié par l'AGECR (Association générale étudiante du Cégep de Rimouski) le 18 novembre rassemble 33 cégeps la semaine suivante⁶. Le 26 novembre, tous les étudiants de l'UQAR sont

conviés à une réunion planifiée par une minorité d'entre eux mobilisés par l'enjeu des prêts et bourses et qui souhaitent joindre le mouvement de grève. Les étudiants présents prennent alors position en appui à cette démarche et revendiquent une véritable bonification du régime de prêts et bourses⁷. Le Syndicat étudiant de l'UQAR (SEUQAR) émerge de cette première assemblée. Le nouveau syndicat structurera dorénavant la lutte étudiante au sein de l'université. Avant la fin du mois de décembre, la position du SEUQAR sur le régime des prêts et bourses s'est durcie: on exige dorénavant l'abolition de ce système au profit d'un «revenu minimum garanti sous la forme de bourses et de salaires⁸». Les étudiants se prononcent, par scrutin secret, pour la tenue de deux jours de grève, les 29 novembre et 2 décembre⁹, les premières de l'histoire de l'UQAR. Les moyens de pression proposés par les étudiants lors des assemblées générales du SEUQAR ne manquent pas d'originalité: intervention aux Jeux du Québec, grève de la faim, blocage de ponts, occupation des locaux de l'administration, occupation des brasseries sans consommer, ou assemblées générales du SEUQAR tenues dans des lieux publics, comme la cathédrale de Rimouski¹⁰. Les propositions qui sont finalement retenues par vote apparaissent tout aussi variées: occupation des bureaux gouvernementaux du 337, rue Moreault, refus de payer les frais de scolarité à la session d'hiver 1975, envoi massif de demandes d'emploi au Bureau de placement et d'assistance sociale, utilisation des grands médias pour transmettre leurs revendications et occupation des bureaux de la radio CJBR, boycott du party du recteur Alcide C. Horth, diminution de leurs achats dans les magasins et les restaurants de la ville, demandes d'appui aux organismes sociaux, entraves aux entrées des banques¹¹.

Le SEUQAR, avec son esprit revendicateur et combatif, se maintient après cet épisode d'effervescence militante de l'automne 1974 avant de prendre le nom d'Association générale étudiante de l'UQAR (AGEUQAR) en 1980¹². Cependant, ni l'un ni l'autre ne fait l'unanimité parmi les membres. Le mécontentement est surtout véhiculé par la section locale de l'Association Internationale des Étudiants en Sciences Économiques et Commerce (AIESEC), une association dynamique qui regroupe plusieurs étudiants en administration, et qui s'oppose ouvertement au SEUQAR pour ses positions jugées trop extrémistes¹³. Cette situation illustre le caractère

non universel du discours de l'association étudiante, alors que des voix dissidentes se manifestent plus ou moins vigoureusement au sein de l'organisation au fil du temps et ce, jusqu'à aujourd'hui.

À ses débuts, l'association peine aussi à être reconnue par l'administration de l'UQAR, ce qui fait qu'elle ne peut percevoir de cotisations automatiques et doit son financement à des cotisations volontaires. La lutte pour la reconnaissance de l'association grugera beaucoup d'énergie jusqu'au milieu des années 1980. Malgré tout, dès la session d'hiver 1975, le SEUQAR organise différentes campagnes qui témoignent d'une volonté de dynamiser la vie étudiante et d'améliorer la condition étudiante, mais aussi de s'affirmer en tant que groupe de pression incontournable du paysage politique régional.

Le SEUQAR se lance ainsi rapidement dans un projet de garderie sur le campus pour accommoder les parents étudiants pour qui les services de garde demeurent souvent trop chers et, surtout, mal adaptés à l'horaire des cours universitaires. Il s'agit d'un projet prioritaire pour le SEUQAR dès 1976¹⁴. En attendant sa concrétisation, l'association met sur pied une banque de gardiennes, afin d'accommoder un certain nombre de parents-étudiants¹⁵. Il faudra 10 ans avant que l'UQAR ne donne finalement son accord à la construction d'une garderie sur le campus¹⁶, laquelle ouvrira ses portes à l'été 1987¹⁷. D'autres réalisations semblent aussi dignes de mention, comme la création d'une banque de livres à prix réduits pour les étudiants¹⁸, ou l'obtention du remplacement des portes coupe-feu pour qu'elles soient adaptées aux fauteuils roulants¹⁹.

À l'extérieur du campus, le syndicat s'attaque à la taxe locataire que doivent acquitter tous les locataires de Rimouski. Dans un contexte de pénurie et d'insalubrité des logements, où plusieurs étudiants restent aux prises avec une précarité financière préoccupante, cette charge parfois difficile à assumer représente un obstacle supplémentaire à l'accessibilité aux logements. En 1976, le SEUQAR participe à la création d'une coalition impliquant plusieurs organismes rimouskois de lutte contre la pauvreté autour de cet enjeu²⁰. Une action de perturbation a lieu au conseil municipal et dès l'année suivante, une entente conclue avec la ville permet aux étudiants qui en font la demande d'être exemptés de cette taxe²¹. Cette

victoire est certes importante, mais elle ne règle pas le problème de la pénurie de logements à Rimouski. À partir des années 1980, l'association entamera des discussions avec la municipalité pour régler ce problème, avant de se tourner finalement vers l'administration de l'UQAR pour exiger la construction de résidences universitaires. Celles-ci seront finalement construites sur le campus en 1987 et rendues disponibles à la session d'automne 1988²².

La volonté d'affirmation du SEUQAR se fait aussi sentir par ses prises de positions sur des enjeux divers et ses manifestations de solidarité envers d'autres syndicats. Ainsi, quand les enseignants et enseignantes de la Mitis entament des moyens de pression pour renégocier leurs contrats de travail en 1975, le SEUQAR signe une lettre d'appui aux enseignants²³, et encourage les étudiants en enseignement à refuser les contrats de remplacement dans les écoles de la Mitis durant la grève²⁴. Le SEUQAR donne également son appui aux grévistes de Radio-Canada Rimouski en 1980²⁵, et à ceux du milieu forestier en 1981²⁶.

Les premières années d'activité du SEUQAR, puis de l'AGEUQAR, permettront ainsi à l'association de se positionner comme un interlocuteur de premier plan auprès de l'institution et sur la scène régionale : elle se fait le porte-voix des revendications pour l'amélioration de la condition étudiante, et participe plus largement à un mouvement social plus vaste par ses appuis répétés aux syndicats de travailleurs.

1985-2000 : AGEUQAR, AEEESUQAR, et souveraineté

L'année 1985 marque un tournant pour l'AGEUQAR, alors qu'est créée l'Association des Étudiants et Étudiantes en Études Supérieures de l'UQAR (AEEESUQAR), tandis que l'AGEUQAR reste la représentante des étudiants au premier cycle²⁷. Cette même année, l'AGEUQAR obtient finalement une reconnaissance officielle de l'UQAR, qui l'autorise à percevoir les cotisations à la source, lui conférant une capacité financière accrue²⁸. Cependant, le dynamisme et la combativité qui avaient caractérisé les premières années de l'association s'essouffent au milieu des années 1980, dans un contexte politique marqué par la défaite du référendum de 1980, la récession économique et une dévalorisation du syndicalisme²⁹. Sans mettre un frein à ses activités,

l'AGEUQAR se concentre plutôt sur l'offre de services aux membres et préfère la concertation aux actions de perturbation. Ainsi, en 1986, alors que le gouvernement Bourassa annonce un dégel potentiel des frais de scolarité ainsi qu'une compression possible de 24 millions de dollars dans le système de prêts et bourses³⁰ et qu'un mouvement de grève générale prend de l'ampleur au sein des établissements d'enseignement supérieur, les étudiants de l'UQAR choisissent de rester en retrait, et se prononcent contre le recours à la grève générale lors de l'assemblée générale du 15 octobre³¹. *L'UQAR-Info* rapporte alors :

Les étudiants de l'UQAR ont préféré joindre les rangs d'une Coalition nationale [...] afin de présenter au gouvernement des alternatives à une augmentation des frais de scolarité. La Coalition veut signifier au gouvernement que la hausse des frais de scolarité n'est pas la seule façon d'améliorer le financement des universités, et qu'une telle hausse risque de faire plus de tort que de bien. Parmi les mesures qui seront étudiées, il y a une taxe de scolarité pour les entreprises qui bénéficient de la formation des diplômés, ou bien un impôt spécial pour les diplômés qui ont atteint le marché du travail³².

En prenant ses distances avec sa tradition combative, l'AGEUQAR se rapproche d'autres associations universitaires qui privilégient aussi la concertation et le lobbying comme moyen de revendications, et participe avec elles à la création d'une nouvelle association nationale, la FEEQ (Fédération des Étudiants et Étudiantes du Québec, qui deviendra la Fédération des Étudiants Universitaires du Québec – FEUQ – en 1990). Dans l'édition d'avril 1989 du journal étudiant, l'AGEUQAR affirme que les associations plus combatives posent des « gestes politiques souvent irréfléchis », alors que la FEEQ amènera « à agir non pas inconséquemment avec nous-mêmes, mais à tenir un discours universitaire logique qui pourra contrer les arguments du ministre de l'Éducation³³ ». L'AGEUQAR aura des relations ambiguës avec la FEEQ/FEUQ, tantôt très impliquée, tantôt critique du peu de place qu'elle laisse aux petites associations dans son processus décisionnel³⁴, de son manque de transparence³⁵ ou du coût élevé de l'adhésion³⁶. L'accumulation de ces réserves, ainsi qu'un mécontentement lié à la grève de 2012, mèneront à la désaffiliation en 2013³⁷.

Au début des années 1990, l'AGEUQAR renoue avec son militantisme initial en s'engageant dans un mouvement de grève générale regroupant les établissements d'enseignement supérieur et qui vise à lutter contre une hausse substantielle des frais de scolarité annoncée par le gouvernement Bourassa³⁸. Si la très combative AGEUQAM est la première à adopter un mandat de grève, le 12 mars³⁹, elle est suivie le 15 mars par les associations rimouskoises de l'AGEUQAR, l'AEESUQAR et l'AGECR⁴⁰, qui s'imposent comme des figures de proue de ce mouvement de grève nationale. *L'Écho-Dimanche* rapporte que « les associations étudiantes d'ici ont [...] décidé d'enclencher le mouvement de grève, espérant être suivis par leurs collègues du Québec⁴¹ ». Cette forte mobilisation peut s'expliquer par des spécificités régionales. Les étudiants avancent dans leur argumentaire que la baisse d'affluence moyenne de 12,5 % anticipée dans les universités du Québec à la suite du dégel annoncé des frais pourraient atteindre près de 20 % dans le cas d'une région moins favorisée économiquement comme le Bas-Saint-Laurent⁴².

La question nationale s'impose aussi comme un nouvel enjeu au cours des années 1990. En mars 1995, l'AGEUQAR prend officiellement position par référendum en faveur de la souveraineté⁴³. Cette décision polarisante marque une volonté de l'AGEUQAR de s'engager dans un projet de société qui dépasse la simple condition étudiante. L'association crée même un nouveau poste dédié à la question de la souveraineté⁴⁴. Les membres du conseil exécutif, sous la présidence de Pascal Bérubé, feront donc la promotion de l'indépendance du Québec tant au sein de l'UQAR que de l'ensemble de la communauté rimouskoise et bas-laurentienne. La campagne de l'AGEUQAR cherche à mettre de l'avant l'option du OUI en soutenant qu'un Québec indépendant pourrait faire ses propres choix sociaux, politiques et économiques, notamment en ce qui a trait à l'exploitation des ressources naturelles⁴⁵. La Réforme Axworthy, annoncée par le gouvernement fédéral et à laquelle l'AGEUQAR s'oppose déjà est aussi récupérée dans l'argumentaire: ses effets néfastes potentiels sur l'endettement étudiant⁴⁶ deviennent en eux-mêmes une raison d'appuyer la souveraineté⁴⁷. Toute insinuation selon laquelle le projet de souveraineté est teinté de xénophobie et d'intolérance est aussi décriée, et le discours de l'AGEUQAR s'affirme en faveur d'une société plus « ouverte, pluraliste et respectueuse des différences de chacun⁴⁸ ».

La crainte des associations étudiantes de voir les frais de scolarité augmenter se concrétise en juin 1996, quand le Conseil Supérieur de l'Éducation et la Conférence des Recteurs et des Principaux des Universités du Québec (CRÉPUQ) recommandent une hausse des frais de scolarité pour atténuer le problème de financement des universités. L'AGEUQAR s'y oppose en raison des effets directs qu'aurait une hausse des frais sur l'accessibilité aux études supérieures, surtout à l'UQAR, où 90 % des étudiants bénéficient de l'aide financière gouvernementale⁴⁹. À la suite de la déclaration de grève du collège de Maisonneuve le 21 octobre 1996, l'AGEUQAR se joint au mouvement le 13 novembre, après une assemblée générale où 90 % des étudiants présents se sont prononcés en faveur de la grève⁵⁰. Les deux fédérations étudiantes nationales, la FEUQ et la FECQ (Fédération Étudiante Collégiale du Québec), emboîtent le pas la semaine suivante. La ministre de l'Éducation de l'époque, Pauline Marois, prend finalement la décision de geler les frais de scolarité, permettant un retour en classe autour du 25 novembre. Pour compenser l'annulation de la hausse des frais, d'autres mesures sont annoncées, parmi lesquelles une augmentation des frais de scolarité pour les étudiants internationaux. Alors que la FEUQ appuie cette mesure⁵¹, l'AGEUQAR s'y oppose farouchement, considérant que les étudiants internationaux jouent un rôle essentiel dans le développement de l'UQAR et que leur présence dans les universités québécoises génère de nombreuses retombées bénéfiques, entre autres en « [sensibilisant] les étudiants locaux aux réalités politiques, économiques et culturelles des autres pays⁵² ».

Alors que les années 1980 avaient mené l'AGEUQAR et l'AEESUQAR, comme les autres associations de la province, à prendre leurs distances avec la politique, les années 1990 marquent un retour des enjeux nationaux, que ce soit pour défendre les intérêts étudiants ou la question de la souveraineté. Sans tourner le dos aux enjeux locaux, les associations embrassent désormais une perspective plutôt nationale.

2000-2012: AGEQAR et nouveaux enjeux

Les années suivant le référendum de 1995 et la grève de 1996 sont relativement calmes sur le plan du militantisme. L'AGEUQAR revient à des enjeux locaux, jusqu'à ce que le mouvement altermondialiste n'attire son attention. Le Sommet des

Amériques, qui se tient à Québec les 20, 21 et 22 avril 2001, suscite d'importantes mobilisations auxquelles participent plusieurs étudiants de l'UQAR. Faisant montre encore une fois d'une volonté de participer à un projet de société, 500 personnes, surtout des étudiants, forment le contingent rimouskois à la manifestation de Québec le 21 avril⁵³. Des étudiants participent aussi à celle qui se tient le lendemain à Rimouski⁵⁴.

En 2003, les étudiants se mobilisent à nouveau autour d'un enjeu international: l'entrée en guerre des États-Unis et d'autres puissances occidentales contre l'Irak. L'AGEUQAR et l'AEESUQAR s'allient alors à d'autres comités et associations pour créer le Collectif pour la paix de Rimouski, qui organise au moins cinq manifestations à Rimouski. La première, le 15 février, réunit plus de 1 000 personnes⁵⁵. Celle du 15 mars rassemble 2500 protestataires qui joignent leur voix aux millions d'autres qui manifestent à travers le monde la même journée⁵⁶. Le 20 mars, 2 000 personnes prennent part à une nouvelle marche⁵⁷, alors que l'AGEUQAR réussit à obtenir une levée de cours à l'UQAR. La veille, un *bed-in* avait aussi pris place à l'atrium⁵⁸.

En 2005, la coalition étudiante nationale entame un nouveau mouvement de grève afin de lutter contre l'annonce par le gouvernement Charest d'un transfert de 103 millions de dollars en bourses vers le programme de prêts. La grève générale est lancée par l'ASSÉ (l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante, créée en 2001 dans la foulée du Sommet des Amériques) le 24 février, et la FEUQ, pour sa part, se joint au mouvement le 8 mars⁵⁹, après les incitations pressantes des délégués de l'AGEUQAR⁶⁰. L'AGEUQAR et l'AEESUQAR votent finalement la grève le 17 mars⁶¹ et multiplient les démonstrations publiques qui rivalisent en originalité: manifestations, lignes de piquetage, distribution de tracts, campagne d'affichage, envoi massif de lettres à des députés, «visites» et occupation des bureaux députés libéraux⁶², soupes populaires, *bed-in*, «103 longueurs de piscine»⁶³, et construction d'un fort en neige pour symboliser la solidarité étudiante. Les cours reprennent le 10 avril, après un peu moins d'un mois de grève⁶⁴.

L'année 2006 marque le début d'une nouvelle ère pour les associations étudiantes de l'UQAR,

alors qu'un projet de longue haleine, celui de fusionner l'AGEUQAR et l'AEESUQAR se concrétise. Dorénavant, les étudiants du campus de Rimouski, tous cycles confondus, seront représentés par l'AGECAR (Association Générale Étudiante du Campus À Rimouski) et les étudiants du campus de Lévis, jusqu'alors sous la houlette de l'AGEUQAR, seront représentés par l'AGECALE (Association Générale Étudiante du Campus À Lévis). Ces deux associations sont réunies au sein du Rassemblement des AGE de l'UQAR (RAGE-UQAR). Au mois de mars, le RAGE-UQAR, l'AGECR et le Syndicat des chargées et chargés de cours de l'UQAR organisent une conférence de presse conjointe pour réaffirmer que «le gel des frais de scolarité est une position économiquement viable et socialement indispensable⁶⁵» et qu'un «dégel des frais viendrait mettre un frein à l'accessibilité aux études, particulièrement en région⁶⁶». À l'UQAR, 70 % de la population étudiante dépend des prêts et bourses, soit une proportion plus grande que dans tout autre établissement universitaire⁶⁷. Pour «contrer le choc démographique, le Québec et ses régions doivent sans relâche travailler à augmenter l'accès à la formation et à accentuer la diplomation postsecondaire⁶⁸». Cet argumentaire, qui insiste principalement sur les enjeux locaux, témoigne encore une fois de la volonté des étudiants de l'UQAR de bonifier le discours des associations nationales en faisant valoir les besoins spécifiques des régions – de l'Est-du-Québec en particulier. Le mouvement de contestation de 2006, cependant, ne porte pas fruit, et les frais de scolarité subiront une hausse de 5 % par année à partir de 2007⁶⁹.

Lors du dépôt du budget Bachand en 2011, le gouvernement libéral annonce une nouvelle hausse des frais de scolarité de 1625 \$ par année étalée sur cinq ans, à la suite de quoi les frais de scolarité seraient indexés. L'opposition à cette hausse additionnelle mènera au plus grand mouvement de grève étudiante de l'histoire du Québec. Si la grève de 2012 a déjà fait couler beaucoup d'encre, les activités tenues à l'extérieur de Montréal n'ont été que très peu abordées. Cette marginalisation des mobilisations régionales passe sous silence un pan pourtant constitutif du mouvement national. Alors que l'UQAM est souvent perçue comme l'université la plus militante du Québec, il n'y a qu'à l'UQAR – campus de Rimouski – que la grève a touché l'ensemble de l'établissement, tous programmes confondus. Pour

Thomas Briand-Gionest, président de l'AGECAR en 2012, cette situation s'explique par le travail acharné de l'association qui avait concentré volontairement ses efforts de persuasion en administration, en génie et en sciences infirmières⁷⁰. Le comité exécutif de l'AGECAR avait prévu faire de la mobilisation sur le campus jusqu'à une assemblée générale de grève prévue le 14 mars 2012⁷¹. Cependant, le mouvement national est enclenché dès le 13 février par d'autres associations étudiantes⁷², si bien que des étudiants particulièrement actifs de l'UQAR forcent l'AGECAR à devancer l'assemblée générale de grève par une pétition⁷³. Le 22 février, l'AGECAR adopte un mandat de grève, qui devient effectif le 27 février. Les grévistes choisissent alors de cibler les bureaux gouvernementaux pour inciter le gouvernement à entamer des négociations avec les étudiants en grève⁷⁴: les bureaux du ministère du Revenu sont bloqués au matin du 21 mars⁷⁵; l'édifice de la rue Moreault les 26 et 29 mars⁷⁶ ainsi que le 5 avril⁷⁷; les bureaux d'Hydro-Québec le 5 avril⁷⁸. Certains prennent aussi part à des actions à l'extérieur de la ville. Six cents d'entre eux se rendent à Montréal pour la manifestation historique du 22 mars⁷⁹. Deux mini-bus permettent à des militants de se rendre manifester à Gaspé au moment du passage de Jean Charest, le 30 mars⁸⁰. D'autres actions de visibilité plus ludiques sont aussi organisées, comme le *Flash mob* en rouge du 13 avril⁸¹, et une manifestation en kayak le 17 mai⁸².

Devant l'impossibilité de briser le mouvement de grève, le gouvernement a recours à une loi spéciale. Si le recours à une telle législation est devenu une tactique fréquemment utilisée depuis les années 1980 pour mettre fin à une grève de travailleurs, c'est la première fois qu'elle est envisagée pour briser un mouvement de grève étudiante⁸³. La loi prévoyait la suspension des cours jusqu'en août, des restrictions sur les droits de manifestation et des amendes sévères (dix fois plus élevées que celles prévues dans les lois spéciales pour les grèves de travailleurs) pour les associations qui s'opposeraient à ces dispositions. À l'UQAR, la perspective d'une session reportée à l'automne a finalement raison de la grève, et le vote de reconduction tenu le 18 mai est battu par 15 votes⁸⁴. Les cours reprennent donc le 24 mai après plus de 12 semaines de grève⁸⁵.

La grève de 2012 aura eu comme conséquence de conscientiser une partie de la jeunesse

québécoise aux enjeux de société au-delà des questions strictement estudiantines, notamment celles qui concernent les structures de domination dans la société québécoise, l'érosion des services publics, les rapports de genre, la question de l'environnement, la situation des Premières Nations et le pillage des biens publics⁸⁶. Cette situation se manifeste à l'UQAR par un cahier de positions qui s'enrichit d'arguments contre l'austérité, pour la protection de l'environnement, contre le colonialisme, pour le féminisme et pour les luttes LGBTQIA2S+⁸⁷.

Ces enjeux sont défendus par l'AGECAR, mais aussi par différents comités qui militent pour des causes bien précises. L'AGLUQAR, l'association gaie et lesbienne, créée en 2013, devient le comité Identité de genre et Diversité sexuelle de l'Est (ID-Est), qui organise chaque année un spectacle de Drag Queens et une semaine pour la Diversité sexuelle. Ce comité travaille de concert avec un nouveau Comité féministe de l'UQAR, fondé en 2016. Ce dernier, qui adhère à une vision intersectionnelle du féminisme, chapeaute l'Ananas, une bibliothèque féministe, et le comité Cinéma Política, qui organise des projections de films. Les questions de solidarité internationale, autrefois portées par Dinonga, le sont désormais par le Carrefour international bas-laurentien pour l'engagement social (Cibles) fondé en 2011⁸⁸. Depuis 2009, le comité Lèche-Babine lutte contre le gaspillage et la précarité alimentaire étudiante par des distributions de nourriture hebdomadaires et des cuisines collectives⁸⁹. Finalement, le dossier environnemental est surtout porté par le CÈDRE, créé dès 2002. Ce dernier cherche à sensibiliser la population estudiantine et rimouskoise en organisant des projections et des conférences sur le campus, et en menant plusieurs initiatives dans le but d'améliorer les pratiques de l'université. Il coordonne annuellement la Semaine rimouskoise de l'environnement. La question environnementale a pris de plus en plus d'importance à l'UQAR depuis les années 1990 et elle mobilise toujours les étudiants de l'UQAR. L'AGECAR a même créé un poste officiel de vice-présidence au développement durable.

Conclusion

Bien que périphérique dans l'histoire du mouvement étudiant québécois, l'engagement étudiant à l'UQAR reste une réalité non négligeable par le rôle que les associations ont joué dans différentes luttes



Figure 1. Manifestation étudiante de 1995, probablement contre la réforme Axworthy

(Crédit: Mario Bélanger et Jean-Luc Théberge, Fonds d'archives institutionnelles de l'UQAR, Centre de documentation administrative)



**Figure 2. Assemblée générale de l'AGEUQAR, 6 avril 2005
(photo parue dans le journal UQAR-INFO du 20 avril 2005, p.10.**

Crédit: Marie-Ange Croft, Fonds d'archives institutionnelles de l'UQAR, Centre de documentation administrative)



Figure 3. Manifestation du Collectif pour la Paix de Rimouski, 20 mars 2003
(photos parues dans le journal *UQAR-INFO* du 2 avril 2003, p. 7.

Crédits: Mario Bélanger et Jean-Luc Théberge, Fonds d'archives institutionnelles de l'UQAR, Centre de documentation administrative).

marquantes de l'histoire du Québec. Alors que les questions de la condition étudiante et de l'accessibilité aux études, surtout dans leurs spécificités régionales, ont traversé les époques, les enjeux généraux sur les plans social et politique les plus marquants de la période ont aussi fait l'objet d'une mobilisation. Si à cet effet le rayon d'action de l'association étudiante était plutôt local dans les années 1970, comme en témoignent l'appui à des syndicats de la région et l'implication dans le dossier du logement à Rimouski, l'ambition politique de l'association s'étend ensuite à l'échelle nationale dans les années 1990, alors que l'association prend position en faveur de la souveraineté et s'engage dans la lutte contre la Réforme Axworthy. Le tournant des années 2000 est quant à lui marqué par l'ampleur du mouvement altermondialiste, avec des étudiantes et étudiants de l'UQAR qui

prennent part aux mobilisations contre le Sommet des Amériques. Quelques années plus tard, alors que la participation envisagée du Canada à une guerre en Irak fait réagir, les étudiantes et étudiants de Rimouski luttent pour la paix. Les années 2000 seront caractérisées par la participation active de l'association aux deux plus grands mouvements de grève étudiante de l'histoire du Québec, mais aussi par un intérêt marqué des étudiantes et étudiants pour des enjeux sociaux qui se sont invités dans l'espace public, l'environnement, le féminisme, l'anticolonialisme, la défense des minorités de genre et des minorités sexuelles. Si l'UQAR a contribué au dynamisme régional au cours des cinquante dernières années, la participation active et l'engagement des étudiantes et étudiants y est pour beaucoup.

Notes

- 1 **Marie-Ève Lajeunesse-Mousseau** est candidate à la maîtrise en histoire à l'UQAR. Elle s'est investie dans le mouvement étudiant pendant plusieurs années, lors de ses études au Cégep de St-Laurent, et au sein de l'Association générale étudiante de l'Université du Québec à Rimouski où elle a occupé les rôles de vice-présidente aux affaires académiques et de vice-présidente aux affaires externes. Aujourd'hui, les sujets de recherche qui l'intéressent sont l'histoire des femmes, des autochtones et des mouvements sociaux.
- 2 Les archives de l'association étudiante sont incomplètes. Certaines, couvrant la période allant de 1969 à 1984, sont conservées au Centre de documentation administrative de l'UQAR (ci-après CDA/UQAR), dans le Fonds SEUQAR (non-indexé). Celles couvrant la période 1995 à aujourd'hui sont conservées par l'AGECAR (ci-après AAGECAR). Les journaux étudiants consultés sont *Le Mouchard* (1997-2003) et *Le Soufflet* (2011-2015), disponibles à la bibliothèque de l'UQAR, et *l'Uqarium* (années 1990) conservés aux AAGECAR. Les archives de *l'UQAR-Info* pour les années 1979-2012 sont disponibles en ligne [En ligne] <https://www.uqar.ca/nouvelles/UQAR-Info/archives>, et finalement, les articles des journaux locaux (microfilms et papier), que sont *L'Avantage*, *Le Rimouskois*, le *Progrès-Écho*, *l'Écho-Dimanche*, le *Progrès-Écho-Dimanche* ont été consultés à la bibliothèque de l'UQAR. Trois entrevues ont aussi été réalisées auprès d'anciens membres actifs de l'association étudiante de l'UQAR, soit Thomas Briand-Gionest, Marie-Ange Croft et Pascal Bérubé. Les archives personnelles de Pascal Bérubé (ci-après APPB) qui concernent l'association étudiante entre 1995 et 1998 ont aussi été consultées.
- 3 La question de la participation étudiante, des désenchantements étudiants et des durcissements des positions officielles des associations a été étudiée en profondeur par Jean-Philippe Warren, *Une douce anarchie: les années 68 au Québec*, Montréal, Boréal 2008.
- 4 Marie-Claude Bérubé, «Forme d'expression de la petite vie étudiante», dans Nicole Thivierge, dir., *Savoir et développement: pour une histoire de l'UQAR*, Rimouski, GRIDEQ, 1995, p. 473.
- 5 Pierre Bélanger, *Le mouvement étudiant, son passé, ses revendications, ses luttes (1960-1983)*, Montréal, Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec, 1984, p. 71.
- 6 Arnaud Theurillat-Cloutier, *Printemps de Force – Une histoire engagée du mouvement étudiant au Québec (1958-2013)*, Québec, Lux, 2017, p. 108.
- 7 CDA/UQAR, Fonds SEUQAR, Procès-verbal de l'assemblée générale du SEUQAR, 4 décembre 1974.
- 8 Marie-Claude Bérubé, «Forme d'expression de la petite vie étudiante», art. cité, p. 470.
- 9 CDA/UQAR, Fonds SEUQAR, Communiqué du Service d'information de la Vie étudiante, 29 novembre 1974.
- 10 CDA/UQAR, Fonds SEUQAR, Procès-verbal de l'assemblée générale du SEUQAR, 6 décembre 1974.
- 11 *Ibid.*
- 12 CDA/UQAR, Fonds SEUQAR, Lettre de Suzanne Lévesque, présidente de l'AGEUQAR à Marc-André Dionne, vice-recteur aux finances de l'UQAR, Rimouski, 15 février 1980.
- 13 Marie-Claude Bérubé, «Forme d'expression de la petite vie étudiante», art. cité, p. 471.
- 14 CDA/UQAR, Fonds SEUQAR, Procès-verbal de la réunion de l'exécutif du SEUQAR, 14 septembre 1976.
- 15 CDA/UQAR, Fonds SEUQAR, Procès-verbal de la réunion de l'exécutif du SEUQAR, 17 novembre 1976.
- 16 Mario Bélanger, «Échos du conseil d'administration», *UQAR-Info*, 8 septembre 1986, p. 1.
- 17 Jean Lebel, «Message de l'administrateur délégué», *UQAR-Info*, 8 septembre 1987, p. 2.
- 18 CDA/UQAR, Fonds SEUQAR, Bulletin d'information du syndicat des étudiants, 1977-1978.
- 19 CDA/UQAR, Fonds SEUQAR, Résolutions pour le mandat 82, 1982.
- 20 Marie-Claude Bérubé, «Forme d'expression de la petite vie étudiante», art. cité.
- 21 CDA/UQAR, Fonds SEUQAR, Bulletin d'information du syndicat des étudiants, 1977.
- 22 Mario Bélanger, «Inauguration des résidences et des laboratoires de sciences et d'informatique à l'UQAR», *UQAR-Info*, 12 septembre 1988, p. 1
- 23 CDA/UQAR, Fonds SEUQAR, Procès-verbal de la réunion de l'exécutif du SEUQAR et des représentants de modules, 13 novembre 1975.
- 24 *Ibid.*
- 25 Mario Bélanger, «L'Association étudiante: Un Conseil d'administration et un plan d'action», *UQAR-Info*, 8 décembre 1980, p. 3.
- 26 CDA/UQAR, Fonds SEUQAR, Bilan – Syndicat des étudiants de l'UQAR, 1981-1982.
- 27 Marie-Claude Bérubé, «Forme d'expression de la petite vie étudiante», art. cité, p. 468.
- 28 Mario Bélanger, «Référendum étudiant», *UQAR-Info*, 7 janvier 1985, p. 8.
- 29 Benoît Lacoursière, *Le mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2006*, Montréal, Sabotart Édition, 2007, p. 25.

- 30 Arnaud Theurillat-Cloutier, *Printemps de Force*, ouvr. cité, p. 168, p. 468.
- 31 Mario Bélanger, «Étudiants : Pas de grève le 21 », *UQAR-Info*, 20 octobre 1986, p. 7.
- 32 *Ibid.*
- 33 AGEUQAR, «L'AGEUQAR vous parle: La FEEQ est née!», *Uqarium*, avril 1989, p. 3.
- 34 AAGECAR, dossier «AG Extraordinaires Procès-Verbaux, 2013-2014», Procès-verbal de l'Assemblée générale annuelle de l'AGECAR, 3 avril 2013.
- 35 *Ibid.*
- 36 APPB, Procès-verbal de la première réunion du Conseil des représentants de l'Association générale des étudiants et étudiantes de l'UQAR, Rimouski, 8 novembre 1995.
- 37 Arnaud Theurillat-Cloutier, *Printemps de Force*, ouvr. cité, p. 392.
- 38 *Ibid.*, p. 211.
- 39 *Ibid.*, p. 215.
- 40 Thérèse Martin, «Les étudiants ont déclenché la grève mais réévalueront la situation lundi», *Écho-Dimanche*, 18 mars 1990, p. 1.
- 41 *Ibid.*
- 42 Thérèse Martin, «Les associations étudiantes de l'UQAR exigent des réponses de Michel Tremblay», *Progrès-Écho*, 1^{er} avril 1990, p. 3.
- 43 Mario Bélanger, «Représentants de l'AGEUQAR», *UQAR-Info*, 24 octobre 1995, p. 12.
- 44 Pascal Bérubé, entrevue accordée à l'autrice le 6 août 2019.
- 45 *Ibid.*
- 46 Mario Bélanger, «Réforme Axworthy. Les étudiantes et étudiants se mobilisent», *UQAR-Info*, 9 janvier 1995, p. 13
- 47 Pascal Bérubé, entrevue accordée à l'autrice le 6 août 2019.
- 48 APPB, Lettre de Pascal Bérubé à John Casuga, président de la Students' Union of the University of Calgary, Rimouski, 7 février 1996.
- 49 APPB, Communiqué de presse de l'AGEUQAR, Rimouski, 19 juin 1996.
- 50 Denis Babin, «2000 étudiants envahissent les rues de Rimouski», *Progrès-Écho Dimanche*, dimanche 17 novembre 1996, p. 4.
- 51 Benoît Lacoursière, *Le mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2006*, ouvr. cité, p. 126.
- 52 Pascal Bérubé cité dans Monique Vaillancourt, «L'AGEUQAR se porte à la défense des étudiants étrangers», *Le Mouchard*, vol. 2, n° 1, octobre 1997, p. 2.
- 53 Pierre Michaud, «500 manifestants d'ici marchent sur Québec», *Progrès-Écho*, 22 avril 2001, p. 3.
- 54 *Ibid.*
- 55 Richard Vézina, «Le dernier rassemblement planétaire à Rimouski», *Le Mouchard*, vol. 8, avril 2003, p. 7.
- 56 Mario Bélanger, «Un défilé pour la paix», *UQAR-Info*, 2 avril 2003, p. 7.
- 57 A.L., «Ils marchent pour la paix», *Progrès-Écho*, 23 mars 2003, p. 6.
- 58 *Ibid.*
- 59 Arnaud Theurillat-Cloutier, *Printemps de Force*, ouvr. cité, p. 272.
- 60 Marie-Ange Croft, entrevue accordée à l'autrice le 17 juin 2019.
- 61 Mario Bélanger, «Coupures de 103 millions \$: Grève de trois jours», *UQAR-Info*, 23 mars 2005, p. 2.
- 62 Marie-Ange Croft, entrevue accordée à l'autrice le 17 juin 2019.
- 63 Mario Bélanger, «La Grève étudiante continue à Rimouski», *UQAR-Info*, 6 avril 2005, p. 2.
- 64 Alexandre D'Astous, «Grève finie au Cégep», *Progrès-Écho*, 10 avril 2005, p. 10.
- 65 Samuel Jean cité dans Mario Bélanger, «Les étudiants de Rimouski s'opposent à une augmentation des frais de scolarité», *UQAR-Info*, mars 2007, p. 9.
- 66 Mario Bélanger, «Les étudiants de Rimouski s'opposent à une augmentation des frais de scolarité», art. cité.
- 67 *Ibid.*
- 68 Thomas Briand-Gionest cité dans Mario Bélanger, «Les étudiants de Rimouski s'opposent à une augmentation des frais de scolarité», art. cité.
- 69 Arnaud Theurillat-Cloutier, *Printemps de Force*, ouvr. cité, p. 401.
- 70 Thomas Briand-Gionest, entrevue accordée à l'autrice le 2 juillet 2019.
- 71 AAGECAR, Procès-verbaux, Comité Exécutif de l'AGECAR, 2012-2013, Procès-verbal de la réunion du comité exécutif de l'AGECAR, 20 février 2012.
- 72 Arnaud Theurillat-Cloutier, *Printemps de force*, ouvr. cité, p. 325.
- 73 Thomas Briand-Gionest, entrevue accordée à l'autrice le 30 juin 2019.
- 74 Thérèse Martin, «À chaque jour sa manifestation», *L'Avantage*, 29 mars 2012, p. 2.
- 75 AAGECAR, Procès-verbaux, Comité Exécutif de l'AGECAR, 2012-2013, Procès-verbal de la réunion du comité exécutif de l'AGECAR, 19 mars 2012.
- 76 Thérèse Martin, «À chaque jour sa manifestation», art. cité.

- 77 Miguel Tremblay, «Des manifestants expulsés du ministère de l'Éducation», *Progrès-Echo*, 8 avril 2012.
- 78 Thérèse Martin, «À chaque jour sa manifestation», art. cité.
- 79 Thérèse Martin, «Plus de 600 étudiants manifestent à Rimouski pour exiger une ouverture du gouvernement», *L'Avantage*, 19 mars 2012.
- 80 AAGECAR, Procès-verbaux, Comité Exécutif de l'AGECAR, 2012-2013, Procès-verbal de la réunion du comité exécutif de l'AGECAR, 27 mars 2012.
- 81 AAGECAR, Procès-verbaux, Comité Exécutif de l'AGECAR, 2012-2013, Procès-verbal de la réunion du comité exécutif de l'AGECAR, 16 avril 2012.
- 82 AAGECAR, Procès-verbaux, Comité Exécutif de l'AGECAR, 2012-2013, Procès-verbal de la réunion du comité exécutif de l'AGECAR, 14 mai 2012.
- 83 Arnaud Theurillat-Cloutier, *Printemps de Force*, ouvr. cité, p. 359.
- 84 AAGECAR, Dossier Grève 2011-2012, coupure de presse: Richard Lavoie, «Bas-St-Laurent: reprise des cours jeudi à l'UQAR», *Radio-Canada*, 20 mai 2012.
- 85 Thérèse Martin, «La session d'hiver reprend jeudi», *L'Avantage*, 23 mai 2012, p. 2.
- 86 Paul Leduc Browne, «Les espaces de la grève étudiante de 2012», dans Pierre-André Tremblay, Michel Roche et Sabrina Tremblay, dir., *Le Printemps québécois – Le mouvement étudiant de 2012*, Québec, Presses de l'Université du Québec, collection «Innovation sociale», 2005, p. 173.
- 87 AGE CAR, «Cahier de positions 2017-2018», 19 pages, [en ligne.] [<https://agecar.uqar.ca/wp-content/uploads/documents/Cahier-de-positions.pdf>].
- 88 Sarah Charland-Faucher, «Un nouveau comité d'action international voit le jour à l'UQAR», *Le Soufflet*, vol. 1, n°3, 2011, p. 10.
- 89 Jean-François Bouchard, «Le Collectif Lèche-Babine, une initiative qui fait du bien», *UQAR-Info*, mars 2012, p. 4.